PANORAMA DE PRESSE

14/05/2020 10h59

Université de Paris - du 7 au 14 mai 2020

SOMMAIRE

À LA UNE

(1 article)

L'USINE NOUVELLE
jeudi 14 au mercredi 20 mai 2020

L'IMPRESSION 3D À LA RESCOUSSE (1022 mots) — Page 5

Industriels, fabricants de machines et établissements hospitaliers impriment en 3D du matériel médical et des visières. Un ...

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

(1 article)

news tank higher ed & research
lundi 11 mai 2020 19:24

« L'État doit réévaluer la place de la science, de l'université et des universitaires » (Auref) (1425 mots) — Page 8

« L'université reste fille de temps de crise. Mais il ne faut pas l'abandonner ensuite. L'État doit réévaluer la place de la science et de sa diffusion,...

RECHERCHE MÉDICALE

(3 articles)

lundi 11 mai 2020 17:45

www.inserm.fr Covid-19 : un récepteur cellulaire au centre de toutes les attentions (1118 mots) — Page 14

ACE2 est une protéine clé dans la physiologie du Covid-19, nécessaire à l'entrée du virus SARS-CoV-2 dans les cellules de l'hôte. De cette première intera...

LA CROIX
lundi 11 mai 2020

Quelles conséquences pour les enfants qui reviendront en classe en septembre? Cette semaine, seul un million et demi d'élèves, sur douze millions, devraient retourner à l'école. La reprise, en groupes restreints, ne concerne que le primaire, avec une priorité donnée à certains niveaux ou certains publics, sur la base du volontariat. Par crainte du virus ou de conditions d'accueil trop stressantes, beaucoup de parents préfèrent garder leur enfant à la maison. Il n'est pas nécessaire de faire culpabiliser les parents (542 mots) — Page 17

En soi, ne pas aller à l'école avant le mois de septembre ne pose pas nécessairement de difficultés du point de vue des enf...

Le Parisien INTERNET
mercredi 13 mai 2020
06:17

Covid-19 : le risque de contamination «bien moindre dans l'avion qu'à l'aéroport», juge un expert (543 mots)
Spécialiste de la physiologie humaine en environnement extrême et professeur agrégé au Val-de-Grâce, Henri Marotte a piloté la conception du sys...
Page 18

LE COVID-19 VU PAR LES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

(4 articles)

l'Humanité
mercredi 13 mai 2020

« Il faut parler aux enfants, leur expliquer ce qui se passe »
(991 mots)
Professeur de psychologie du développement à l'université de Paris, Grégoire Borst analyse les conséquences de deux mois de...
Page 21

THE CONVERSATION
mardi 12 mai 2020
21:33

Peur et résilience: paroles d'immigrés confinés en situation de précarité (1331 mots)
Anthropologue, Université de Paris Les mesures de confinement imposées en France depuis le 17 mars pour limiter la propagation du SARS-CoV-2, rendent ...
Page 23

ouest france INTERNET
mardi 12 mai 2020
08:17

Comment se serrer dans les bras à un mètre de distance ?
(503 mots)
Comment se serrer dans les bras à un mètre de distance ? Les nouvelles règles de distanciation sociale entravent notre manière habitue...
Page 27

Europe 1
mercredi 13 mai 2020
11:42

Philippe Moati face aux auditeurs d'Europe 1 (64 mots)
Le confinement a bousculé le quotidien des Français pendant deux mois. De nouvelles habitudes de consommation ont vu le jour pour s'adapter à une situati...
Page 29

TRIBUNES

(1 article)

Libération
mardi 12 mai 2020
12:37

Non à la télésurveillance des examens (872 mots)
Un collectif d'universitaires appelle à refuser l'utilisation de logiciels de contrôle à distance des examens après le confinement. Ils dénoncent une...
Page 31

À LA UNE

www.usinenouvelle.com
L'USINE NOUVELLE

N° 3659
jeudi 14 au mercredi 20 mai 2020
Pages 22-23
1022 mots - 4 min



L'IMPRESSION 3D À LA RESCOUSSE

Industriels, fabricants de machines et établissements hospitaliers impriment en 3D du matériel médical et des visières. Un usage hors du commun de ce procédé de fabrication.

Limpression 3D s'érige en arme de choix dans la lutte contre le Covid-19. Très vite, elle est apparue comme le procédé de fabrication ultra-rapide et positionné au plus près des besoins qui était nécessaire pour répondre à l'urgence de la crise. L'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) s'est équipée de 60 machines de la marque américaine Stratasys. Un investissement total de 2 millions d'euros, financé par le groupe de luxe Kering et Université de Paris.

Installés par CADvision à l'hôpital Cochin, dans le XIV^{e} arrondissement de Paris, les 60 appareils permettent d'imprimer du matériel médical, des visières de protection et des éléments de respirateur artificiel. « L'idée de ce partenariat est de pouvoir imprimer ce que l'on voit sur internet, mais aussi d'avoir une chaîne de production locale, estime Ar-naud Toutain, expert médical Europe de Stratasys. C'est pour cela que le contrat intègre la start-up parisienne Bone 3D, qui peut concevoir des pièces rapidement pour répondre à leurs besoins. »



L'Assistance publique-Hôpitaux de Paris s'est dotée de 60 imprimantes 3D de la marque Stratasys, installées à l'hôpital Cochin. Un investissement de 2 millions d'euros financé par Kering et Université de Paris qui dépasse la simple réponse à la crise.



Des plans en open source Partout dans le monde, les acteurs de la fabrication additive se sont rapidement mobilisés. Le constructeur tchèque Prusa a, par exemple, publié en open source des plans 3D de visières, réutilisés sur tout le globe. En France, le média en ligne spécialisé 3Dnatives s'en est servi pour lancer l'opération « Les Visières de l'espoir », qui vise à distribuer 20 000 visières à différents centres hospitaliers universitaires (CHU) du pays. Le projet comptait début avril une quinzaine de partenaires, dont L'Oréal, Aereco et Carrafont. « Cela représente dix-sept centres de fabrication en France, détaille



L'opération « Les Visières de l'espoir », initiée par 3Dnatives, mobilise des industriels, à l'image de L'Oréal, Schneider Electric, Renault, Faurecia... afin de produire massivement des visières pour les personnels des centres hospitaliers.





Les makers participent à la lutte contre la pandémie, à l'image du collectif La Fabrik-Ephémère, à Chelles (Seine-et-Marne), où une quarantaine de bricoleurs passionnés réalisent jusqu'à 600 visières par jour dans un local mis à disposition par la municipalité.

Marc Pfohl, le cofondateur de 3Dnatives. On se sert uniquement d'imprimantes 3D industrielles. »

Les initiatives de ce genre se multiplient. L'université de Nantes (Loire-Atlantique) s'est associée au CHU et à

l'industriel Armor pour concevoir des visières de protection. Au moins 800 ont été livrées au centre hospitalier. Chacune est conçue avec du PETG, ou polyester glycolisé, auquel est ajouté un élastique de maintien et un serre-tête produit par Armor. Le tout est assemblé dans la Halle 6 Ouest sur l'île de Nantes. Dans les Yvelines, le groupe Renault a mobilisé son site de Flins et le Technocentre de Guyancourt, avec pour objectif d'y imprimer 2 000 visières destinées à l'hôpital André Mignot du Chesnay-Rocquencourt.

Dans cette course contre la montre pour équiper les soignants, les fabricants de machines ont mis toutes leurs capacités à disposition. L'américain HP a publié en open source cinq plans numériques validés et adaptés à ses machines. Son catalogue d'urgence va de la « poignée de coude » pour les portes aux visières de protections. « Nous atteignons des volumes de production relativement conséquents, argue Nicolas Aubert, le directeur de l'impression 3D chez HP France. C'est l'avantage d'un système industriel. » Les machines de HP, comme celles de son compatriote Stratasys, utilisent la technologie de fusion sur lit de poudre plutôt que celle de dépôt de fil des imprimantes de bureau. Elles permettent de produire plusieurs pièces en même temps : en une unique impression, une machine HP produit 70 visières simultanément, en 24 heures. Et les pièces sont plus solides, résistant notamment à une stérilisation à haute température en autoclave, ce qui les rend réutilisables.

Un écosystème d'innovation ouverte

Autre avantage : la production est délocalisée chez les clients. « Nous avons connecté plus de 4 000 imprimantes dans le monde en moins d'une semaine, pointe Jos Burger, le PDG de la marque d'imprimantes de bureau Ultimaker. Universités, designers, makers, ingénieurs... C'est tout un réseau qui se met en place. » HP a mobilisé ses clients L'Oréal et Decathlon et Stratasys a formé une coalition de plus de 150 entreprises comprenant Boeing, Toyota et Medtronic. Ce sont les marques qui assurent la liaison entre les demandes des hôpitaux et les différents points de production. Elles font aussi le lien avec des experts en conception, en biocompatibilité et des designers. De quoi faire naître tout un écosystème d'innovation ouverte, impliqué dans une mobilisation inédite. ■

par Rémi Amalvy, Clément Le Foll,, Gautier Virol, et Marion Garreau

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

Un élan porté par l'esprit Maker

L'esprit bidouilleur de l'univers de la fabrication additive a favorisé la mobilisation de tous. Y compris des écoles d'ingénieurs. À l'Isen de Toulon (Var), le manager de l'espace de prototypage I-Lab et des bénévoles produisent des visières et masques de protection envoyés aux commerçants, pompiers, forces de l'ordre et personnels médicaux de la région. L'Université de technologie Belfort-Montbéliard imprime, elle, des embouts de masques de plongée Decathlon modifiés, destinés aux soignants de l'hôpital de Trévenans (Territoire de Belfort). La communauté maker est sur le qui-vive. Plus de 500 bricoleurs, responsables de fablabs et chimistes ont répondu à l'appel du youtubeur Monsieur Bidouille pour constituer un groupe en ligne. Des makers qui, de chez eux ou dans les locaux d'associations, fabriquent des masques, du gel hydroalcoolique, voire des respirateurs médicaux.

Tous droits réservés 2020 Usine Nouvelle
007c651el640b601d0c30c02040a11528c95b83708b952d91a6d5ca

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

« L'État doit réévaluer la place de la science, de l'université et des universitaires » (Auref)

« L'université reste fille de temps de crise. Mais il ne faut pas l'abandonner ensuite. L'État doit réévaluer la place de la science et de sa diffusion, de l'université et des universitaires.

Connaissance, reconnaissance et respectabilité vont de pair. C'est un des principaux défis des temps qui s'ouvrent, que l'on a refusé de prendre réellement en compte jusque-là. »

Voilà ce qu'écrit l' Auref

Auref

Alliance des universités de recherche et de formation (Alliance des universités de recherche et de formation) dans une tribune signée par 28 présidentes et présidents d'université, intitulée « Réanimer le modèle universitaire : une urgence », diffusée le 11/05/2020.

Selon l'alliance, « la crise aura montré l'intérêt d'un maillage dense, diversifié et complémentaire, un réseau de confiance et de compétences, d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche soucieux de ses responsabilités sur tout le territoire. Localement, ils ont été des leviers de la mobilisation qui aura permis aux services publics du pays de faire face. »

« Le temps est venu de se réinventer, comme l'a appelé de ses vœux le Président de la République, et notamment de réfléchir à une reconstruction avisée de l'enseignement supérieur et de la recherche. Notre responsabilité au regard de nos communautés et de la Nation commande de nous exprimer pour éviter le retour à l'action publique illusoire qui prévalait avant la crise », écrit l'Auref.

Et de prendre pour exemple « les spécialistes français de la santé [qui] n'ont pas été en mesure d'influencer la politique publique de préparation à la menace. Ce n'est que lorsque le risque s'est transformé en un péril majeur qu'ils ont été convoqués et écoutés. »

Aussi, l'Auref estime que « les orientations du plan de relance et du PIA

PIA

Programme d'investissements d'avenir

4 seront lourdes de conséquences. Gagner la guerre contre une pandémie est une chose. Il est encore plus difficile de réussir la paix, qui nécessite de se penser dans un temps long. L'État ne devra pas oublier, une fois encore, ses universités dans la politique de reconstruction qui s'annonce. C'est avec une jeunesse bien formée et une société plus avertie que se relèveront les défis à venir

qui seront sanitaires, climatiques et technologiques tout autant que citoyens, éthiques et politiques », conclut-elle.

« La France gagnerait à se réconcilier avec ses territoires et ses universités »

Reconsidérer les chaînes de valeur « La crise du Covid-19 possède le mérite de faire vaciller des certitudes établies, de questionner les discours dominants, de rappeler les décideurs à leur devoir d'humilité. Elle conduit également à reconsidérer les chaînes de valeur, les apports des uns et des autres.

Elle a vu aussi une remarquable mobilisation des établissements d'enseignement supérieur et de recherche pour assurer au pied levé, dans des conditions difficiles, la continuité de leurs missions académiques, la préservation de leurs personnels, le soutien des étudiants en difficulté. Et aussi pour venir en aide aux hôpitaux, Ehpad et préfectures par des dons de matériel et un apport de volontaires, tout en participant activement aux recherches sur le virus. En toute discrétion, ils auront tenu une place remarquée et appréciée sur leur territoire. (...)

Se repenser sur un nouveau modèle organisationnel Les établissements d'enseignement supérieur et de recherche français, en majorité mal dotés en longue durée du fait d'une politique de concentration de moyens insuffisants, fondée sur des indicateurs partiels et partiaux, n'avaient pas les moyens de faire face convenablement à la crise. Ils doivent maintenant se repenser sur un nouveau modèle organisationnel fondé sur une hybridation entre travail en présentiel et en distanciel ainsi qu'une rénovation en profondeur de leur patrimoine immobilier et de leur politique de mobilité qui participent à la décarbonation des activités.

La vision de la recherche et de la formation qu'ils développent nécessite aussi un aggiornamento : nécessairement du meilleur niveau, toutes deux doivent conserver un large spectre, la crise ayant montré les ravages de l'abandon de certains domaines, tout en faisant une plus large place aux transitions de toutes natures en cours.

Enfin, la sortie de crise doit prendre en compte à la fois les apports de la proximité qui ont été démontrés ainsi que l'impérative présence française à l'international, faute de quoi une nouvelle étape du basculement du monde en défaveur de la France et de l'Europe sera engagée. (...)

Toutes les universités apporteront leur pierre à sa reconstruction La France gagnerait à se réconcilier avec ses territoires et ses universités, abandonner ses tentations récurrentes, voire obsessionnelles, de concentration, de spécialisation excessive et d'élitisme mal fondé. La France gagnerait à accepter de promouvoir et soutenir une différenciation ambitieuse en faveur de ses établissements d'enseignement supérieur et de recherche. C'est le sens de l'action que l'Alliance des universités de recherche et de formation conduit depuis plusieurs années.

Dans un orchestre, tous les instruments sont nécessaires pour réaliser la partition. Il n'y a pas davantage d'universités superflues si, au lieu de minoriser l'impact des unes et de majorer celui des autres, on s'attache à toutes les valoriser et les renforcer pour relever les défis de l'efficience, de la simplification,

de l'autonomisation. Toutes doivent être encouragées à devenir chaque année plus performantes tant en formation qu'en recherche et en valorisation avec leurs partenaires socio-économiques. Toutes participent au développement, à la réussite et à la résilience de notre pays. Toutes apporteront leur pierre à sa reconstruction. »

Les signataires

« L'État doit réévaluer la place de la science, de l'université et des universitaires » (Auref)

Annick ALLAIGRE, Présidente, Université de Paris 8 Vincennes - Saint-Denis

Mohamed AMARA, Président Université de Pau et des Pays de l'Adour

Abdelhakim ARTIBA, Président, Université Polytechnique Hauts-de-France

Mohammed BENLAHSEN, Président, Université de Picardie Jules-Verne (Amiens)

Ary BRUAND, Président, Université d'Orléans

Alain CELERIER, Président, Université de Limoges

Olivier DAVID, Président, Université de Rennes 2

Pierre DENISE, Président, Université de Caen Normandie

Nathalie DOMPNIER, Présidente, Université Lumière Lyon 2

Rachid EL GUERJOUMA, Président, Université du Mans

Philippe ELLERKAMP, Président, Avignon Université

Christelle FARENC, Directrice, Institut national universitaire Champollion (Albi)

« L'État doit réévaluer la place de la science, de l'université et des universitaires » (Auref)

Christine GANGLOFF-ZIEGLER, Présidente, Université de Haute-Alsace (Mulhouse)

Guillaume GELLE, Président, Université de Reims Champagne-Ardenne

Patrick GILLI, Président, Université Paul-Valéry Montpellier 3

Yves JEAN, Président, Université de Poitiers

Xavier LEROUX, Université de Toulon

Pasquale MAMMONE, Président, Université d'Artois (Arras)

Jean PEETERS, Président, Université de Bretagne Sud (Lorient)

Antoine PRIMEROSE, Président, Université de Guyane

Xavier PY, Président, Université de Perpignan Via Domitia

Pascal REGHEM, Président, Université Le Havre Normandie

Christian ROBLEDO, Président, Université d'Angers

Benoit ROIG, Président, Université de Nîmes

« L'État doit réévaluer la place de la science, de l'université et des universitaires » (Auref)

Aurélien SIRI, Directeur, Centre universitaire de Mayotte

Denis VARASCHIN, Président, Université Savoie Mont Blanc (Chambéry)

Philippe VENDRIX, Président, Université de Tours.

Alliance des Universités de Recherche et de Formation

Général

Date de création

Statut

Association

Missions et objectifs

Mettre en réseau les universités publiques françaises de recherche et de formation qui se reconnaissent dans l'importance équivalente portée à ces deux missions ainsi que dans la nécessité de leur articulation, et qui soutiennent le développement et l'équilibre des territoires.

Présidence

Président(e) : Denis Varaschin (depuis le 20/12/2018)

Derniers articles sur cette organisation

« Sortir de l'accaparement des moyens par quelques-uns au détriment des autres » (D. Varaschin, Auref)

« Il faut que l'université française sorte d'un état d'esprit qui n'a rien d'universitaire, à savoir l'accaparement des moyens par quelques-uns au détriment de tous les autres. Ne nous trompons pas…

L'Auref « approuve la volonté d'élaborer une loi pour la recherche », mais « regrette la méthode »

« Par définition, la double mission des universités en recherche et en formation a impact l'une sur l'autre. Ainsi les moyens alloués, notamment à travers la loi de programmation pluriannuelle de la...

Synergie entre universités, société et territoire débattue au séminaire de l'Aref, le 30 et 31/01

Quel est l'apport des universités pour leur territoire ? Comment le mesurer et en comprendre l'impact et les interactions ? Comment articuler politique universitaire et stratégie de développement...

par News Tank Network

Tous droits réservés 2020 news tank éducation
0875a585l830d60360e60af2e603116a81659737e823589b8a5bf59

RECHERCHE MÉDICALE

www.inserm.fr Covid-19 : un récepteur cellulaire au centre de toutes les attentions

ACE2 est une protéine clé dans la physiologie du Covid-19, nécessaire à l'entrée du virus SARS-CoV-2 dans les cellules de l'hôte. De cette première interaction découleraient plusieurs implications cliniques, avec notamment des conséquences sur le fonctionnement du système cardiovasculaire, mais pas que…

Pour infecter son hôte, le virus SARS-CoV-2 s'attache à une protéine présente à la surface des cellules, notamment pulmonaires : le récepteur ACE2. Or, ce dernier est impliqué dans la régulation de certaines fonctions cardiovasculaires, pulmonaires et rénales. Il est notamment situé au cœur d'un mécanisme de régulation de la pression artérielle, le système rénine/angiotensine/aldostérone (SRAA). Il conduit à la production de l'angiotensine 1-7, qui exerce des fonctions opposées à l'angiotensine II (produite quant à elle par une autre enzyme, l'ACE) : la première favorise notamment la dilatation des petits vaisseaux (vasodilatation) tandis que la seconde est plutôt vasoconstrictrice. Ces deux molécules interagissent au sein d'une "balance" physiologiquement équilibrée, mais qui peut pencher d'un côté ou de l'autre dans des conditions pathologiques.

Lorsque le virus interagit avec ce récepteur, la balance entre vasoconstriction et vasodilatation serait modifiée. De ce point de départ, découleraient différentes conséquences cliniques observées au cours de l'infection par le nouveau coronavirus. Un article récent, qui propose un tour d'horizon de ces différentes implications, illustre pleinement la complexité qui découle de cette première interaction "virus-hôte". Ces différentes hypothèses ou associations doivent désormais être explorées.

"En se fixant au récepteur, le virus pourrait déséquilibrer le système SRAA en favorisant les effets négatifs de l'angiotensine II, non équilibrée par l'angiotensine 1-7, explique Marco Alifano*. Or, chez les personnes hypertendues, comme chez les personnes diabétiques et celles souffrant d'obésité, le système SRAA est déjà déséquilibré. Le virus pourrait renforcer le phénomène, et favoriser le développement de complications." Le récepteur pourrait également participer à certaines des complications observées dans les formes graves de Covid-19 – comme l'apparition de lésions vasculaires et myocardiques.

Il semble désormais établi que, dans les phases avancées de l'infection, ce n'est plus la charge virale elle-même mais l'emballement de l'inflammation et les conséquences biologiques de cette dernière qui expliquent la gravité de certains cas de Covid-19. Le taux important de patients hypertendus parmi ceux qui développent une forme sévère de l'infection avait par ailleurs conduit à émettre l'hypothèse d'une action négative de certains médicaments antihypertenseurs, notamment ceux qui interférent avec l'ACE ou le récepteur de l'angiotensine II : ces deux types de médicaments entraînent en effet une augmentation de l'expression de l'ACE2. "Il faut considérer un possible double im-

pact : une augmentation de l'expression d'ACE2 favorise peut-être l'infection, mais si sa fonction est conservée, elle peut aussi favoriser un tableau clinique moins grave de la maladie. C'est probablement le côté vers lequel penche la balance du SRAA qui détermine l'évolution de la maladie, au moins en partie. Les inhibiteurs de l'angiotensine II pourraient dans ce contexte être utiles dans les formes sévères de maladie, de même que l'administration d'angiotensine 1-7 : ces deux stratégies visent à rétablir cet équilibre."

Cet équilibre pourrait aussi expliquer en partie la relative protection des femmes vis-à-vis des formes graves du Covid-19. Les connaissances en biologie moléculaire indiquent en effet que les estrogènes – hormones féminines – augmentent le niveau d'expression du gène de l'ACE2. Les femmes présenteraient en outre une expression plus élevée de l'ACE2 car elles portent deux copies du gène qui codent pour ce récepteur, celui-ci étant localisé sur le chromosome X (que les femmes possèdent en double exemplaire). Bien qu'un des deux chromosomes X soit inactivé chez les femmes, certaines régions de ce chromosome (dont celle où siège le gène de l'ACE2) ne le sont pas : le système SRAA des femmes non ménopausées penche ainsi plus volontiers vers le versant de l'angiotensine 1-7 que celui de l'angiotensine II de la balance. Cet équilibre complexe pourrait intervenir dans les différentes observations épidémiologiques posées pour l'heure sur le Covid-19 : "Dans les formes graves de l'infection, les hommes représentent une majorité des patients. Mais dans des contextes de dépistage assez massif, comme cela a été fait en Corée du Sud, les femmes dépistées positives sont beaucoup plus nombreuses que les hommes : cette observation reflète peut-être plus de susceptibilité à l'infection, mais moins de formes graves. Le profil d'expression de l'ACE2 pourrait expliquer ces observations."

Dans certains cas, les variations de la séquence d'un gène (polymorphismepolymorphisme) peuvent moduler la sensibilité et l'activité de la protéine pour laquelle il code. Ainsi, il a été montré dans des populations d'origine ethnique différente que les polymorphismes d'ACE2 étaient associés à un risque différent de développer une hypertension artérielle et, plus largement, au risque de développer certaines maladies cardiovasculaires (diabète, coronaropathie...). "On peut poser l'hypothèse que ce polymorphisme puisse être associé à une sensibilité différente à l'infection par le SARS-CoV-2, ou à la gravité de la maladie Covid-19 ", suggère Marco Alifano. Cette hypothèse semble confortée par des études conduites in silicoin silico: un polymorphisme connu de l'ACE2 donne lieu à une affinité accrue du récepteur pour la protéine Spike grâce à laquelle le virus se fixe à ce récepteur. C'est ce qu'indiquent les différentes modélisations réalisées par Marco Alifano et d'autres chercheurs, actuellement soumises pour publication, dont une version p reprint est d'ores et déjà disponible.

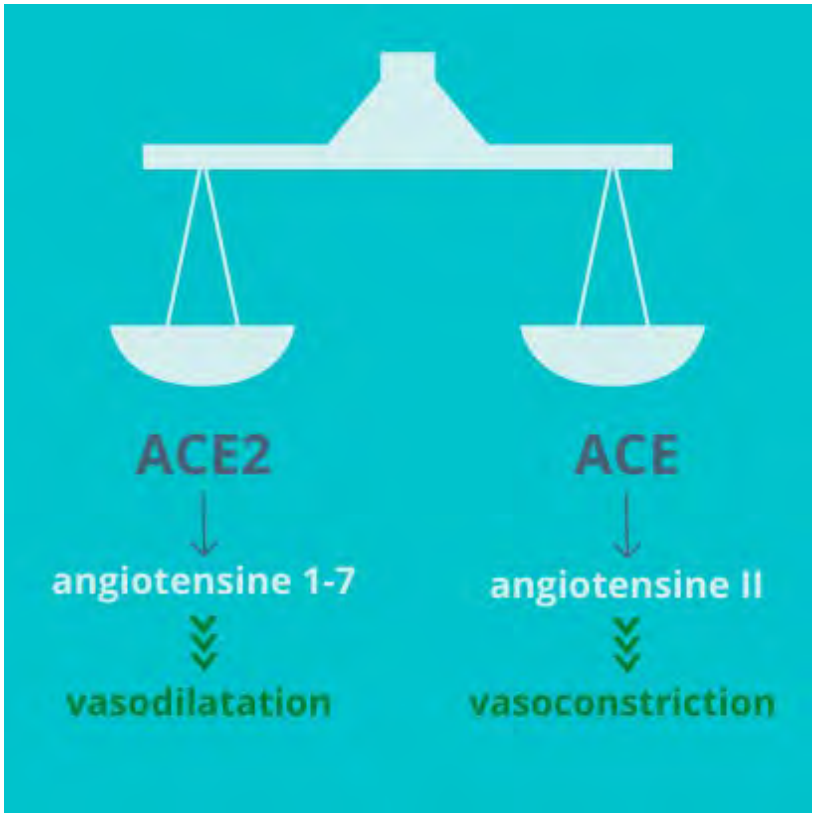
Selon certaines études épidémiologiques, il pourrait exister une protection des fumeurs actifs vis-à-vis de l'infection par le SARS-CoV-2. Un phénomène contre-intuitif étant donné la susceptibilité généralement accrue de cette population vis-à-vis des maladies pulmonaires. Ces observations préliminaires nécessitent des confirmations. "On peut émettre l'hypothèse qu'une relative protection des fumeurs – ou un décours clinique moins grave que celui attendu chez des fumeurs – dériverait éventuellement d'un effet de la nicotine sur le taux d'expression de l'ACE2." En revanche, "la pollution, et notamment le taux de NO2, a aussi été décrit comme influençant, dans des modèles expérimen-

taux, le taux de récepteurs ACE2 au niveau pulmonaire ; ceci pourrait au moins en partie expliquer la sévérité du Covid-19 dans les régions hautement polluées".

L'équation est complexe et ces quelques pistes mécanistiques ne sont pour l'heure que des hypothèses possiblement confortées par l'épidémiologie. Il convient désormais de les confirmer par des études spécifiques. Mais ces considérations semblent avant tout pousser à élargir l'appréhension des nombreuses questions scientifiques à résoudre : "Dans notre activité de recherche au quotidien, nous sommes tous experts dans un domaine, assez souvent pointu, mais l'urgence associée à la maladie Covid-19 invite à adopter une approche transversale aux problématiques qui se posent à nous : prendre du recul et essayer de développer des visions d'ensemble", conclut Marco Alifano.

Note :

* unité 1138 Inserm/Université de Paris, Centre de recherche des Cordeliers, équipe Cancer, Immune Control and Escape, et service de chirurgie thoracique, hôpital Cochin, AP-HP



https://www.inserm.fr/sites/default/files/Inserm_balanceSRAA_Dlargeur.png

LA CROIX

lundi 11 mai 2020
Page 16
542 mots - 2 min



QUESTION DU JOUR

Quelles conséquences pour les enfants qui reviendront en classe en septembre?

Cette semaine, seul un million et demi d'élèves, sur douze millions, devraient retourner à l'école. La reprise, en groupes restreints, ne concerne que le primaire, avec une priorité donnée à certains niveaux ou certains publics, sur la base du volontariat. Par crainte du virus ou de conditions d'accueil trop stressantes, beaucoup de parents préfèrent garder leur enfant à la maison. Il n'est pas nécessaire de faire culpabiliser les parents

Anne Revah-Levy Professeure de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent au centre hospitalier d'Argenteuil–Université de Paris

En soi, ne pas aller à l'école avant le mois de septembre ne pose pas nécessairement de difficultés du point de vue des enfants. Ce qui, souvent, leur pèse le plus, c'est la perte de leurs liens sociaux et affectifs habituels. Mais les réseaux sociaux, pour ceux qui sont assez grands pour les utiliser, peuvent apporter une compensation. Et après la levée du confinement, rien n'empêche de rencontrer ponctuellement un copain ou une copine en dehors de l'école. Ce qui peut permettre de retrouver une forme de socialisation.

Aujourd'hui, de nombreux parents s'interrogent sur les conditions d'accueil qui prévaudront au sein des établissements. Le protocole sanitaire va en effet se traduire par une forte limitation des interactions entre élèves, des déplacements au sein de la classe et de l'école, des possibilités d'utiliser des jeux, des livres, des objets. La période actuelle génère suffisamment de stress chez chacun, il n'est pas nécessaire de faire en plus culpabiliser les parents s'ils ne se sentent pas à l'aise avec le fait d'envoyer leur enfant en classe. Nous nous trouvons dans une situation hors norme, avec un calendrier flottant, et chacun doit faire du mieux qu'il peut, en fonction de son ressenti et de ce qu'il pense être les besoins de son enfant.

Comme dans toute situation difficile, le vécu de l'enfant dépend dans une large mesure du ressenti des parents, qui agit comme un filtre. Si l'on est trop angoissé pour laisser son fils ou sa fille reprendre l'école, mieux vaut le garder ou le faire garder, si on en a la possibilité, tout en lui expliquant pourquoi. Les enfants sont tout à fait capables de comprendre qu'on peut craindre de les voir exposés au virus ou bien que l'école, au vu des règles strictes qui vont s'appliquer, n'aura rien à voir avec l'univers qu'ils ont connu avant la mi-mars. Et que, par conséquent, l'on préfère attendre un peu avant d'envisager une reprise.

À l'inverse, si l'on n'appréhende pas le fait d'envoyer son enfant dans un univers totalement inhabituel et beaucoup moins convivial, on peut y emmener son enfant en le prévenant que l'école, la classe, les rituels ont beaucoup changé. Cela peut être présenté comme un test: s'il ne s'y sent pas bien, on n'insistera pas et on attendra que le fonctionnement de l'école redevienne un peu plus normal.

Même si elle n'a rien d'idéal, cette reprise peut apporter une vraie ouverture à des enfants qui vivent dans une précarité économique ou familiale, avec parfois des risques de violence. Il y a eu une explosion des violences intrafamiliales du fait du confinement. En la matière, l'école constitue un lieu essentiel de vigilance et de protection. ■

par Peiron Denis

Tous droits réservés La Croix 2020

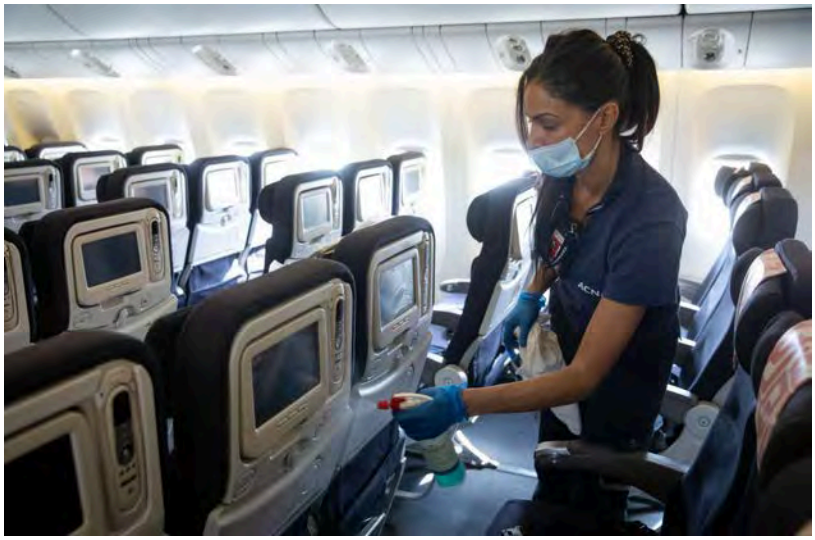
317d552fl5f0bc06900707d20607e1458365d73328c9554c7f0d279

Le Parisien
INTERNET

mercredi 13 mai 2020 06:17
543 mots - 2 min

Covid-19 : le risque de contamination «bien moindre dans l'avion qu'à l'aéroport», juge un expert

Spécialiste de la physiologie humaine en environnement extrême et professeur agrégé au Val-de-Grâce, Henri Marotte a piloté la conception du système d'aération de l'Airbus A380 et dirige l'enseignement de la médecine aérospatiale à l'université de Paris (ex-Descartes). Nous lui avons demandé si, face au risque de contamination par le Covid-19, l'avion est plus sain que ses concurrents terrestres, dont le TGV. LIRE AUSSI > Coronavirus : la distanciation sociale s'applique au train, mais pas à l'avionEst-il légitime de laisser se remplir les avions à 100 % en cette période de pandémie et d'imposer au train un remplissage d'un siège sur deux seulement ?HENRI MAROTTE. La question soulève le problème de la circulation de l'air dans les trains et les avions. Dans le train, il n'y a pas de circulation d'air, ou très peu. Dans un avion, l'air est pressurisé afin que la pression à l'intérieur soit supérieure à celle de l'extérieur. Ce qui nécessite en permanence d'envoyer de l'air frais dans l'appareil.Cela suffit-il à protéger les passagers ?La circulation de l'air est très élevée et normée dans les avions : dans la cabine de pilotage, 280 litres d'air par minute et par personne sont injectés. Dans la partie passagers, le flux est de 350 litres par minute et par personne. Ce qui veut dire que, dans un avion, l'air est totalement renouvelé toutes les trois à six minutes, selon le taux de remplissage.Ce flux d'air est-il filtré ?Depuis 1973, pour économiser de l'énergie, l'air est recyclé : entre 40 % et 60 % de l'air passe ainsi dans un filtre aussi efficace que les masques FFP2 des personnels soignants. L'ensemble de ce dispositif dépollue l'air. S'y ajoute un troisième volet : l'air renouvelé est injecté au-dessus de chaque passager et aspiré sous ses pieds, créant un flux vertical individualisé qui empêche la circulation des virus et microbes.Pourquoi les avions sont-ils équipés de tels dispositifs ?Ça n'est pas par générosité ! Simplement, les compagnies n'ont pas d'autre choix. La circulation des avions d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre, leur impose de prévenir la transmission des maladies. Elles pourraient engager leur responsabilité, leur réputation en cas de défaillance. Et c'est comme pour les machines à laver, dans l'aéronautique vous avez plusieurs marques de fabricants, mais ceux qui construisent les moteurs, les systèmes d'oxygénation… sont très peu nombreux dans le monde. Pour la circulation de l'air, vous avez un leader européen et un seul qui impose son savoir-faire : Liebherr. Conseilleriez-vous sans réserve aux Français de préférer l'avion ?S'ils en ont vraiment besoin, bien sûr. Nous avons tous en tête des anecdotes de passagers atteints d'Ebola, du Sras, de tuberculose… qui sont montés dans un avion de ligne et n'y ont contaminé personne ! Mais le risque zéro n'existe pas. En réalité, le voyageur risque beaucoup moins la contamination dans un avion que dans l'aéroport ou les transports en commun qui l'y amèneront. C'est pour cela que je dis tout de même : si la personne peut éviter ce voyage, qu'elle l'évite.



Dans l'avion «l'air renouvelé est injecté au-dessus de chaque passager et aspiré sous ses pieds, ce qui empêche la circulation des virus et microbes», explique Henri Marotte.

Dans l'avion «l'air renouvelé est injecté au-dessus de chaque passager et aspiré sous ses pieds, ce qui empêche la circulation des virus et microbes», explique Henri Marotte.

LP/Frédéric Dugit

par Daniel Rosenweg

Tous droits réservés leparisien.fr 2020
3f72f51el690d30820800f12960ad1e38805f635e8a754f83303e6f

LE COVID-19 VU PAR LES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

l'Humanité

mercredi 13 mai 2020
Page 4
991 mots - 4 min




« Il faut parler aux enfants, leur expliquer ce qui se passe »

Professeur de psychologie du développement à l'université de Paris, Grégoire Borst analyse les conséquences de deux mois de confinement scolaire, et les conditions si particulières de la rentrée.

Directeur du Laboratoire de psychologie du développement et de l'éducation de l'enfant (LaPsyDÉ - CNRS), Grégoire Borst participe à plusieurs études lancées pour analyser l'impact du confinement sur les plus jeunes.

Sait-on comment enfants et adolescents ont vécu cette période de confinement ?

Grégoire Borst Il est un peu tôt pour le savoir de manière exhaustive. Une première étude, menée à l'Ehess grâce à des questionnaires en ligne, montre qu'une partie des enfants a pu tirer des bénéfices de cette période. Mais il faut prendre ces résultats avec prudence : les familles qui répondent à ces enquêtes sont, par définition, plus connectées et favorisées que la moyenne. Quand les parents peuvent accompagner les apprentissages de l'enfant, l'école à la maison fonctionne. Mais ce n'est pas le cas pour tous. Le ministère lui-même estime que « 4 à 5 % » des enfants ont été « perdus » pendant ce confinement. C'est beaucoup.

Tout dépend donc des conditions sociales ?

Grégoire Borst En grande partie oui. Les rapports d'ATD Quart Monde montrent bien que les familles en grande pauvreté n'ont pas accès aux outils numériques, aux classes virtuelles, à diverses ressources. De plus, elles sont souvent loin de l'école, n'ont pas tous les codes pour s'y intégrer. Le confinement a aggravé tout cela.

Avec l'arrêt pendant deux mois de l'école en « présentiel », c'est un repère qui a disparu pour les enfants. Avec quelles conséquences, et quelles différences selon les âges ?

Grégoire Borst On peut imaginer que l'impact a été plus important pour les jeunes enfants, en maternelle et au début de la primaire, car l'école joue à ces âges un rôle majeur de socialisation. Les enfants apprennent beaucoup via des interactions avec leurs pairs, impossibles dans ce contexte. L'acquisition des compétences socio-émotionnelles, notamment l'empathie ou l'ouverture aux autres, peut s'en trouver retardée. Ensuite, il faut rester prudent. Deux mois de pause, ça correspond au temps des grandes vacances. Cette coupure a certes des effets sur la courbe des apprentissages : les compétences en maths ou en français sont toujours meilleures au début des vacances qu'à la fin. Mais il n'y a là rien de grave : le cerveau d'un être humain, et a fortiori d'un enfant, est fait pour apprendre. Et on apprend aussi en dehors de l'école.

La « reprise » scolaire semble très chaotique et devrait concerner peu d'enfants. Pourra-t-elle se faire au bénéfice des décrocheurs, comme cela est proclamé ?

Grégoire Borst C'est une vraie interrogation, voire une inquiétude. Il semble que ce ne soit pas ces publics qui répondent le mieux au retour à l'école. L'école sera de plus très différente de « l'avant ». L'interaction sociale, élément essentiel des apprentissages, sera bannie, et la distanciation, la règle. Finie aussi l'école de la diversité, de la mixité socio-économique. Aussi, je ne crois guère à la compensation des inégalités avec cette réouverture. Et surtout, pourquoi ne s'est-on pas préoccupé de ces problèmes avant ? La France a le système éducatif le plus inégalitaire des pays de l'OCDE ! Cela devrait être l'alpha et l'oméga de la politique scolaire de combattre ces inégalités. Et pas seulement à la faveur du déconfinement.

Cette école en physique pour les uns, à la maison pour les autres, peut-elle être mal vécue, d'un côté comme de l'autre ?

Grégoire Borst Oui. C'est pourquoi il faut parler aux enfants, leur expliquer ce qui se passe. Or, on le fait trop peu. En psychologie sociale, on appelle ça des phénomènes d'endogroupe et d'exogroupe. On peut imaginer qu'entre ceux qui seront revenus à l'école et les autres des stéréotypes naissent, voire des jalousies. Ensuite, si cela ne dure que quelques semaines, il n'y aura rien d'irréversible. Le ministre a demandé que des psychologues scolaires soient présents lors des rentrées, c'est le moins

que l'on puisse faire. Car la crise sanitaire a tout de même été traumatisante pour les enfants.

Mais y aura-t-il assez de psychologues dans les écoles ?

Grégoire Borst Non, c'est évident. Même si leurs missions ont été élargies récemment, leur nombre restera insuffisant. En France, on compte un psy pour 1 600 élèves, contre un pour 400 dans les pays nordiques. « L'école inclusive » passe pourtant par une présence plus marquée des psychologues dans l'éducation, en soutien des équipes pédagogiques.

Pour certains enseignants, les conditions de la rentrée (distanciation, masques) chez les tout-petits relèvent de la maltraitance…

Grégoire Borst De fait, en maternelle, les enfants acquièrent les compétences par le jeu : imitation, construction, etc. Les faire rentrer pour les contraindre à rester assis, à distance, en permanence, est-ce bien utile ? Pas sûr. De même, s'il n'y a pas une vraie discussion, pour leur expliquer pourquoi tous les adultes portent des masques, et pourquoi eux n'ont pas le droit de jouer avec leurs copains, le retour à l'école peut s'avérer très anxiogène.

Beaucoup ne vont pas du tout rentrer avant septembre. Avec quelles conséquences ?

Grégoire Borst Je pense que l'impact sera limité, surtout si l'on regarde l'ensemble d'une scolarité. Car les enfants ont appris d'autres choses pendant cette période. En jouant à des jeux vidéo, y compris certains très décriés, on développe des compétences, attentionnelles par exemple. Certes, des savoirs n'auront pas été acquis. Mais cela peut être rattrapé.

Jean-Michel Blanquer a fixé comme objectif que chaque élève retrouve au moins une fois son établissement avant l'été. Vu les difficultés, le jeu en vaut-il la chandelle ?

Grégoire Borst Si on fait tout ça pour que les élèves ne reviennent qu'une fois à l'école, cela a peu de sens. De plus, tout ne s'est pas arrêté avec le confinement, notamment pour les adolescents : via les réseaux sociaux, ils ont gardé un contact régulier avec leurs amis. On veut diminuer les inégalités ? J'ai peur que cette rentrée très partielle n'y parvienne pas. Et si ce retour à l'école s'accompagne d'une deuxième vague épidémique, le jugement, alors, pourrait être encore plus sévère. ■

par Alexandre Fache ,

Tous droits réservés Humanité Quotidien 2020
08783567l3105c0490820c927d0a41c480259535e8565f267e224c7

Peur et résilience: paroles d'immigrés confinés en situation de précarité

Anthropologue, Université de Paris

Les mesures de confinement imposées en France depuis le 17 mars pour limiter la propagation du SARS-CoV-2, rendent particulièrement manifestes les inégalités sociales et de santé et contribuent à les creuser. Certains groupes de population les subissent de façon brutale. Les immigrés en situation de précarité sont particulièrement concernés : le «confinement ajoute de la précarité à la précarité». Quelle expérience les personnes concernées en font-elles et qu'en disent-elles?

Le projet de recherche Makasi consiste à organiser et évaluer une intervention innovante pour faciliter l'accès aux droits et à la santé d'immigrés Afro-Caribéens en Ile-de-France. Les liens et la relation de confiance instaurée avant l'épidémie avec certains participants à ce projet ont permis de suivre leur situation, via des échanges téléphoniques durant la quatrième et la cinquième semaine de confinement. Leurs récits font état à la fois d'une peur diffuse, exacerbée par les contrôles policiers, de situations de dénuement et de formes de résilience.

«On est là, entassé, chacun a peur mais on n'a pas le choix»

Originaires d'Afrique Sub-Saharienne francophone, les personnes sollicitées sont arrivées en France entre 2015 et 2019. Elles sont sans titre de séjour, sans travail ni hébergement stables. Pendant le confinement, elles sont hébergées chez un parent ou une connaissance, dans des logements individuels. Certains partagent une chambre avec quatre autres adultes, ou avec un couple et leurs deux enfants, d'autres bénéficient d'un matelas de fortune dans la pièce principale d'un petit appartement ou, plus rarement, d'une chambre individuelle.

La promiscuité contrainte de la plupart de ces lieux constitue d'emblée une entrave à l'isolement requis en cas de contamination d'un des cohabitants. Or, ces personnes s'avèrent aux interstices des dispositifs d'isolement récemment mis en place. Par exemple, les centres d'hébergement spécialisés pour les malades non graves du Covid-19, centres dits de «desserrement», ciblent prioritairement des personnes sans domicile ou vivant dans des structures d'hébergement collectif. Ainsi, celles dont nous relatons ici les expériences constituent sans doute une nouvelle catégorie d'«oubliés du confinement.

«On avait déjà des problèmes avant, c'est venu augmenter notre problème»

D'ordinaire travailleurs dépendants de rémunération au jour le jour dans le commerce informel ou sur des chantiers, les personnes sollicitées n'ont désormais plus de revenu. Les réseaux d'entraide informels permettant d'emprunter de l'argent de la main à la main à des proches sont inaccessibles et se raréfient. Les agences de transferts d'argent sont pour la plupart fermées.

Les personnes rencontrées s'inquiètent de cet affaiblissement des ressources. Les hébergés sont de plus en plus dépendants de leur hébergeur… Une perte d'autonomie préoccupante économiquement et qui, en plus, pour certains hommes, défie les valeurs socioculturelles associées à la masculinité, contribuant ainsi à une perte de l'estime de soi :

«Tu es un homme. Normalement, c'est ta responsabilité. Chez nous en Afrique, c'est l'homme qui est le maître de la maison […]. C'est un peu comme une déception vis-à-vis de moi-même.» (Moussa, camerounais, 32 ans)

Enfin, certains, faute de moyens, ne peuvent plus appeler leurs proches dans leur pays d'origine :

«On pense à manger d'abord, pas à appeler.» (Aboubacar, ivoirien, 24 ans)

L'isolement social gagne ainsi du terrain.

La mise en suspens des démarches entreprises par ces personnes pour sortir de la précarité (travail, constitution de réseaux de sociabilités professionnelles, démarches administratives…) creuse leur déficit initial de «passerelles sociales» et économiques. Elles se voient de plus en plus reléguées aux marges de la société et enfermées dans la précarité. Leurs capacités d'agir s'amenuisent et les liens sociaux se délitent.

L'observance aux mesures de confinement

Les personnes sollicitées sont en bonne santé. Elles attestent d'une bonne compréhension de la situation sanitaire, des mesures de limitation de la propagation du virus et des enjeux du confinement.

Certaines se prémunissent des risques de tomber malade en appliquant les gestes barrières et en prenant soin de boire quotidiennement des remèdes traditionnels à base de citron et gingembre. Elles éprouvent quotidiennement le confinement et suivent rigoureusement la mesure de santé publique :

«C'est compliqué, on ne sort pas. On n'a pas le choix mais il faut aussi ça pour vraiment éviter de tomber malade, de contaminer.» (Sandra, ivoirienne,27 ans)

«On fait avec». Illustration, Paris 2016. Ithmus/Flickr, CC BY-NC-ND

La majorité des personnes sollicitées ne sort pas, pas même pour faire des courses, laissées à la charge de leurs cohabitants. Les autres sortent avec une attestation. Leurs récits montrent qu'aucune ne déroge à la règle. Ces attitudes mettent à mal la figure médiatisée de l'habitant des quartiers populaires qui ne respecterait pas bien les consignes et confortent «le rôle de boucs émissaires» qui revient aux classes populaires en temps d'épidémie.

La peur d'être expulsé

Le dehors est décrit par mes interlocuteurs comme «risqué», «dangereux», tel un terrain miné. Au risque d'être contaminé par «quelque chose qu'on ne voit pas mais qui fait des ravages», s'ajoute celui d'être contrôlé et de recevoir une amende :

«Il y a trop de risques. Tu ne peux pas sortir. Il y a amende. L'amende, ça fait 135 euros.» (Fadhila, ivoirien, 32 ans)

Le contrôle des attestations est systématiquement associé au contrôle d'une pièce d'identité. Or, les personnes concernées n'en détiennent pas toujours. De plus, pour ces personnes en situation irrégulière, ces contrôles sont perçus comme un risque de vérification des titres de séjour, cristallisant ainsi la menace d'expulsion. Dès lors, la «peur d'affronter le dehors» dicte les conduites.

La constante surveillance incarnée par la présence policière «en bas des fenêtres», l'instauration d'un contrôle actif des populations et la pression de la sanction, façonnent ainsi le rapport des individus à l'espace public.

Être en situation irrégulière est perçu par les personnes concernées comme un statut rédhibitoire condamnant à rester chez soi. L'inexistence sociale à laquelle ces individus sont assignés d'emblée en tant qu'immigrés sans papiers, est ainsi portée à son paroxysme par le désinvestissement contraint de l'espace public… Désinvestissement directement issu de cette gestion disciplinaire des mesures de limitation de la Covid.

Des formes de résilience

Face à une telle adversité, les personnes sollicitées répondent par la résignation, exprimée tantôt par la récurrence des expressions telles qu'«on n'a pas le choix», «il faut faire avec», tantôt en s'en remettant «entre les mains de Dieu». Ces attitudes semblent aider les personnes à faire face à l'onde de choc.

Les récits des personnes concernées montrent également des capacités à aménager des formes viables d'existence dans des espaces et un contexte hostiles. «Prendre sur soi» quotidiennement, ou rendre tacites des tensions d'ordinaire omniprésentes et préoccupantes permet par exemple d'apaiser les relations et la cohabitation.

De plus, la solidarité intrarésidentielle se renforce. Cette solidarité se manifeste à la fois par un soutien matériel (des personnes vivant d'ordinaire en squat sont accueillies chez des compatriotes pendant le confinement), un soutien économique (les dépenses alimentaires sont prises en charge par ceux qui le peuvent, sans contrepartie), ou encore un soutien moral («il faut qu'on s'encourage») qui semble s'ériger en impératif de survie. Cette solidarité apparaît d'autant plus vitale dans ce contexte de surprécarisation… mais peu pérenne.

Enfermé dans la précarité

Le confinement incarne de manière paroxystique la perte d'autonomie, l'exclusion et l'inexistence sociale, ce que le sociologue Robert Castel nomme la «désaffiliation sociale». On assiste ainsi à la production d'un contexte de dénuement dont on peut redouter les effets dévastateurs tant sur les conditions de vie et la santé que sur les identités largement éprouvées des individus.

Les expériences relatées illustrent l'agressivité structurelle d'une réponse répressive à l'épidémie et qui ne prend pas en compte les inégalités. Ce constat rend les mobilisations associatives et initiatives citoyennes émergentes d'autant plus indispensables. Mais le système de survie en place sera mis à

l'épreuve du temps. Ceci rappelle, s'il en est besoin, l'impérieuse nécessité d'élaborer des mesures prenant en compte les besoins sociaux et économiques mais aussi les besoins de reconnaissance sociale des individus pour un déconfinement sécurisé… En s'appuyant sur le point de vue et l'expérience des personnes concernées et non seulement sur celui des lointains experts et politiques.



https://images.theconversation.com/files/334379/original/file-20200512-82383-bvax3o.jpg?ixlib=rb-1.1.0&q=45&auto=format&w=600&h=605&fit=crop&dpr=1

par Séverine Carillon

Tous droits réservés 2020 theconversation.com
bc725536l4a0530bc06402c2ad02d1a88905c23b08ce556a067ec0a

ouest france INTERNET

mardi 12 mai 2020 08:17
503 mots - 2 min

SANTÉ/VIRUS/CORONAVIRUS/CONFINEMENT

: HTTP://WWW.OUEST-FRANCE.FR

Comment se serrer dans les bras à un mètre de distance ?

Comment se serrer dans les bras à un mètre de distance ?
Les nouvelles règles de distanciation sociale entravent notre manière habituelle d'entrer en contact les uns avec les autres. Même si en réalité, nous étions déjà soumis, sans nous en rendre compte, à des règles qui régissaient notre manière de nous positionner par rapport au corps de l'autre.
Nous retrouvons depuis hier un peu de liberté. Mais à la condition de respecter la fameuse distanciation physique d'un mètre entre chaque personne. Une nouveauté ? Oui et non. Oui, car il est difficile de ne plus embrasser son père, de ne plus serrer dans ses bras son amie chère pour lui exprimer la tendresse qu'on lui porte, de ne plus caresser la joue de sa grand-mère. Même si nous pouvons désormais nous retrouver, nous sommes privés de ces contacts-là. Il faut inventer d'autres manières de se dire l'affection, l'attachement, l'amitié : avec des mots, des regards, des gestes… même lointains.

Des distances physiques selon le degré d'intimité

Les nouvelles relations amoureuses sont, elles, parées d'une prise de risque. Car on peut être très amoureux ou simplement se désirer tout en étant contaminé et asymptomatique, donc en l'ignorant… Même les relations moins intimes sont transformées : on ne serre plus la main de son voisin, Et on change de trottoir si l'on doit croiser un passant… On vit une épreuve de privation sensorielle. En quelque sorte, nous sommes désaffectés, constate le philosophe Bernard Andrieu, professeur à l'université de Paris-Descartes et auteur d' *Apprendre de son corps* (PURH, 2019). Et c'est précisément la privation de ces liens qui nous faire prendre la mesure de leur importance dans notre existence.

En réalité, nous ne sommes pas face à de nouvelles règles. Mais à des règles qui changent. Car nous étions déjà soumis à des règles de distanciation sociale, que nous avions intégrées dans nos comportements quotidiens. Règles qui, d'une société à l'autre, étaient pilotées par nos liens affectifs, notre statut social. On le voyait dans la rue, les personnes proches et intimes avaient peu de distance physique entre elles, illustre Bernard Andrieu. Ouvriers et cadres, classes populaires et aristocrates n'ont pas, non plus, le même rapport corporel.

« Il va falloir reconstruire des rituels sociaux »

Dans les années 1960, l'anthropologue américain Edward T. Hall avait théorisé ces distances entre les individus, qu'il mettait en lien avec la distance relationnelle. La première zone est intime et correspond à un avant-bras, rapporte Claudine Biland, psychologue sociale, autrice de *Ce que votre corps révèle de vous* (Odile Jacob, 2020). **Nous y laissons entrer notre famille et nos intimes ».** La deuxième (un bras tendu) est dite personnelle, c'est celle de la conversation. La troisième est « sociale » (d'un à 3 mètres) et la dernière est «

publique » (de 3 à 7 mètres). Des distances aujourd'hui chahutées. Il va falloir reconstruire des rituels sociaux, pense Bernard Andrieu.



À Larmor-Plage, dans le Morbihan, des promeneurs profitent du premier jour de déconfinement, lundi 11 mai 2020..

À Larmor-Plage, dans le Morbihan, des promeneurs profitent du premier jour de déconfinement, lundi 11 mai 2020..

Thierry Creux, Ouest-France

par Carine Janin.

Tous droits réservés ouest-france.fr
bc7e0522la202101204706d27c00416e8b857033987c570d92a13a2

Philippe Moati face aux auditeurs d'Europe 1

Le confinement a bousculé le quotidien des Français pendant deux mois. De nouvelles habitudes de consommation ont vu le jour pour s'adapter à une situation exceptionnelle.

Vont-elles perdurer? L'économiste Philippe Moati, co-fondateur de l'Observatoire Société et Consommation et professeur à l'Université de Paris 1, répond aux questions des auditeurs d'Europe 1.



https://resize-europe1.lanmedia.fr/r/622,311,forcex,center-middle/img/var/europe1/storage/images/europe1/emissions/le-6-9/philippe-moati-face-aux-auditeurs-deurope-1-3968130/55172113-1-fre-FR/Philippe-Moati-face-aux-auditeurs-d-Europe-1.jpg

par Par, La Rédaction D'europe 1, Par, Matthieu Belliard, Par, La Rédaction D'europe 1, Par, Michaël Darmon, Par, Nicolas Barré, Par, Anicet Mbida, Par, Virginie Phulpin, Par, Matthieu Belliard, Par, Jean-Philippe Balasse, Par, Axel De Tarlé, Par, Sonia

Tous droits réservés 2020 europe1.fr
967565eal2808d09404e05e26900719388d57333f8115cb07216c43

TRIBUNES

mardi 12 mai 2020 12:37
872 mots - 3 min

: LIBERATION

Non à la télésurveillance des examens

Un collectif d'universitaires appelle à refuser l'utilisation de logiciels de contrôle à distance des examens après le confinement.

Ils dénoncent une logique de gestion «autoritaire» et «intrusive» des rapports humains.

Tribune. Des étudiants qui, pour valider leur semestre universitaire, doivent installer sur leur ordinateur personnel un logiciel de surveillance qui les filme en continu, contrôle les programmes qu'ils utilisent, et décrypte à l'aide de «l'intelligence artificielle» les bruits de la pièce dans laquelle ils travaillent pour s'assurer qu'on ne leur souffle pas de réponses : nous ne sommes pas dans un mauvais roman de science-fiction inspiré par George Orwell, mais dans la France du printemps 2020. Tirant prétexte de la situation sanitaire, plusieurs universités et écoles ont en effet prévu de faire passer des examens et partiels à l'aide de ces logiciels espions fournis par des entreprises privées, dont une liste est même mise à disposition sur le site du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Cette forme particulièrement intrusive de surveillance des individus dans un cadre éducatif n'a malheureusement rien de très surprenant : elle procède de logiques déjà installées, auxquelles l'épidémie donne une accélération foudroyante. Une logique de violation toujours plus forte des libertés individuelles et des données personnelles, d'abord, dont le projet d'application «Stop-Covid», dénoncé par de nombreux chercheurs, juristes, intellectuels, hommes et femmes politiques, est le symbole le plus récent. Une logique de gestion autoritaire des rapports humains au sein des institutions d'enseignement supérieur, ensuite, qui place la lutte supposée contre la triche aux examens au-dessus de considérations éthiques et juridiques. Enfin, une logique opportuniste de certains secteurs d'activité qui profitent de la pandémie pour mettre au point et vendre cher au secteur public des outils de gestion de crise.

Liberticides et immoraux

Nous appelons les universitaires à refuser en bloc ces dispositifs à la fois illégaux, onéreux, liberticides et immoraux.

Illégaux parce que les règles de droit françaises et européennes, fixées dans le RGPD et garanties par la Cnil, n'autorisent pas la collecte de données personnelles – et encore moins le contrôle audio et vidéo au sein d'un domicile – sans libre consentement ou motif impérieux d'ordre public. Onéreux, parce que les premiers chiffres avancés évoquent des millions d'euros par université pour organiser des examens de licence, soit une dépense aberrante pour des établissements qui ont des besoins bien plus pressants pour aménager leurs infrastructures, aujourd'hui éloignées des normes d'hygiène souhaitables pour y assurer la reprise des cours. Liberticides parce que sous le prétexte de la validation d'un semestre universitaire, pour reproduire artificiellement les condi-

tions de surveillance d'un examen, c'est l'intimité même des individus qui est violée, sans aucune garantie sur l'usage des données et des images, créant de dangereux précédents pour d'autres institutions ou entreprises tentées de contrôler leurs élèves ou leurs employés. Immoraux parce qu'à l'heure d'une pandémie faisant des dizaines de milliers de morts dans notre pays, c'est faire preuve d'une violence inconsidérée que de vouloir faire passer la validation prétendument stricte des examens avant la protection des droits individuels et la prise en compte des difficultés collectives.

Connexions limitées ou défaillantes

Car les étudiantes et les étudiants ne sont pas dans les conditions normales d'une fin d'année universitaire. Certains vivent le deuil, l'angoisse, l'isolement ; d'autres aident leurs familles en gardant des enfants, en faisant l'école à la maison, en travaillant dans un «commerce essentiel» . Beaucoup n'ont pas accès à des outils informatiques satisfaisants, disposent de connexions limitées ou défaillantes, et vivent dans une précarité matérielle accrue par la catastrophe sanitaire en cours. Pour les institutions éducatives, devant des problèmes sociaux et psychologiques aussi évidents, ce sont la «confiance» et la «bienveillance» qui devraient guider les modalités d'évaluation, pour reprendre des termes si souvent martelés dans les campagnes de communication, et si souvent oubliés dans les politiques publiques.

D'autant qu'il est possible d'imaginer bien d'autres types d'évaluation que le sacro-saint partiel en temps limité : sans prétendre offrir des solutions clefs en main applicables à toutes les disciplines, nous constatons toutes et tous l'inventivité dont font preuve de nombreux collègues pour adapter leur enseignement et sa validation sans perdre en exigence. Précisons bien qu'il ne s'agit pas ici d'adopter une posture banalement technophobe : nous utilisons amplement les outils numériques qui peuvent être mis au service d'une pédagogie de qualité. Mais nous refusons de cautionner les démarches qui, profitant de l'irruption d'une crise sans précédent, suivant la pente d'une société technicienne toujours plus inventive en mécanismes de contrôle, des drones aux systèmes de reconnaissance faciale, suivant les intérêts d'acteurs attirés par de lucratifs marchés à conquérir, suivant les rêves de décideurs qui espèrent dématérialiser toujours davantage le système éducatif, entendent installer des formes inacceptables de surveillance au sein de l'enseignement supérieur.

Signataires : Guillaume Calafat , Université Paris-I ; Delphine Diaz , Université de Reims-Champagne-Ardennes ; André Loez , CPGE ; Guillaume Mazeau , Université Paris-I ; Aurélia Michel , Université de Paris ; Manon Pignot , Université de Picardie-Jules-Verne.



https://medias.liberation.fr/photo/1312869-open-school-notebook-and-pencils-pen-stickers-for-notes-on-light-wooden-desk-back-to-school-concept-.jpg?modified_at=1589279797&picto=fb&ratio_x=191&ratio_y=100&width=1080

Zoom



https://medias.liberation.fr/photo/1312869-open-school-notebook-and-pencils-pen-stickers-for-notes-on-light-wooden-desk-back-to-school-concept-.jpg?modified_at=1589279797&width=960

Photo Getty Images Facebook

par Un Collectif D'universitaires Un Collectif D'universitaires

Tous droits réservés 2020 liberation.fr
617ad5d3l950ca03f0f80262bb03d1038065d53b185152f130cf4f8